



## Conseil économique et social

Distr. générale  
18 avril 2006  
Français  
Original: anglais

---

### Session de fond de 2006

New York, 3-28 juillet 2006

Point 2 de l'ordre du jour provisoire\*

**Création, au niveau national et international,  
d'un environnement qui se prête à un plein  
emploi productif et un travail décent pour tous,  
et son impact sur le développement durable**

**Communication présentée par la Foundation  
for Research on Technology Migration and Integration,  
organisation non gouvernementale dotée du statut  
consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la communication suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2006/100.



## Déclaration

### **« Un dollar pour le développement » – Initiative visant à renforcer les systèmes administratifs et à développer le capital humain aux fins de créer des emplois satisfaisants et productifs dans les pays en développement**

Cette initiative, qui a été exposée dans une déclaration officielle (E/2005/NGO/1) présentée à l'occasion du Forum des ONG organisé en 2005 par le Conseil économique et social afin de promouvoir la réutilisation des applications d'administration en ligne, vise à favoriser le développement socioéconomique en comblant le retard numérique des pays du Sud par rapport à ceux du Nord grâce à la coopération.

Avec l'essor des démocraties, ce concept ne se limite pas aux élections mais porte aussi sur diverses autres formes de participation des citoyens à la gouvernance. En ce qui concerne la relation entre les gouvernements et la population, les interactions sont multiples, allant de l'échange d'informations et de la consultation à la participation active fondée sur différents niveaux de partenariat, ce qui ramène au principe de la bonne gouvernance, préalable au développement de la société.

S'agissant des pays en développement, un objectif important du développement est la création de débouchés, notamment pour les jeunes. C'est un sujet de préoccupation à l'échelle mondiale. Les TIC offrent d'énormes possibilités pour améliorer certains aspects liés à la création d'emplois.

L'accès à l'information devient un facteur critique en fonction duquel la société mondiale classe les pays comme nantis ou démunis – l'information des riches par opposition à l'information des pauvres.

Cette initiative vise à renforcer les systèmes administratifs et à développer le capital humain aux fins de créer des emplois satisfaisants et productifs dans les pays en développement. Le projet, qui est axé sur la « réutilisation des technologies », permet non seulement de mettre en place un système d'administration en ligne à l'échelle nationale pour un infime coût par rapport au coût initial mais aussi de créer des emplois, même dans les zones rurales, par le biais d'un réseau de kiosques d'information, ces petites entreprises qui vendent notamment des services de téléphonie, agissent en tant qu'intermédiaires de l'information, mènent des activités de commerce en ligne, font office de télécentres et de télé distributeurs, disposent d'imprimantes, de photocopieuses ou d'antennes paraboliques, grâce auxquelles les jeunes peuvent trouver des possibilités d'emplois réels et satisfaisants.

Ce projet, qui a tout d'abord été lancé à titre pilote en République dominicaine, a permis de mobiliser un appui en faveur du projet de résolution relatif à l'administration publique et au développement, qui a été adopté par l'Assemblée générale à sa soixantième session (résolution 60/34).

Le projet a été présenté dans le Livre d'or établi à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information, qui propose des solutions concrètes pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement au moyen des TIC comme outils de développement. Il a aussi été exposé lors de la seconde phase du Sommet mondial sur la société de l'information, tenue à Tunis du 16 au 18 novembre 2005.

Le projet fait une large place aux valeurs énoncées lors du Forum mondial sur la redéfinition de l'État et appelle à participer au septième Forum mondial qui doit avoir lieu à l'ONU et qui sera l'occasion de célébrer le dixième anniversaire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'administration publique et au développement.

Le projet invite toutes les parties prenantes travaillant dans le secteur de l'administration publique et de la gouvernance en ligne à collaborer à la mise en œuvre de cette initiative qui vise à atteindre l'objectif plus ambitieux qu'est la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

---